



Département des Ardennes

**COMMUNE DE MOIRY**

*REVISION DU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT*

*DOSSIER D'ENQUETE PUBLIQUE*

Pièce n° 1 - Dossier d'enquête publique

Vu pour être annexé à l'arrêté municipal  
n°                      du                      ,  
soumettant à l'enquête publique le projet de  
zonage d'assainissement.

*Cachet de la Mairie / Signature du Maire*

N°	Date	Objet de la modification	Rédigé par	Contrôle Qualité
V0	Avril 2023	Origine	JT	AG



# SOMMAIRE

<b><u>1</u></b>	<b><u>CADRE RÉGLEMENTAIRE DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE DU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT .....</u></b>	<b><u>1</u></b>
<b><u>2</u></b>	<b><u>DÉFINITIONS GÉNÉRALES .....</u></b>	<b><u>2</u></b>
2.1	ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF .....	2
2.2	ASSAINISSEMENT COLLECTIF .....	2
2.3	ZONAGE D'ASSAINISSEMENT .....	2
2.4	ZONAGE PLUVIAL.....	3
<b><u>3</u></b>	<b><u>RAPPEL SUR LE DÉROULEMENT DE L'ÉTUDE PRÉALABLE AU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DES EAUX USÉES ET PLUVIALES.....</u></b>	<b><u>4</u></b>
3.1	OBJECTIFS .....	4
3.2	MÉTHODOLOGIE .....	4
3.3	ENQUÊTE PUBLIQUE .....	5
<b><u>4</u></b>	<b><u>RAPPEL DES OBLIGATIONS DES COLLECTIVITÉS EN MATIÈRE D'ASSAINISSEMENT .....</u></b>	<b><u>6</u></b>
4.1	ASSAINISSEMENT COLLECTIF .....	6
4.2	ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF .....	8
4.3	QUALIFICATION DES SERVICES D'ASSAINISSEMENT .....	9
4.4	MODES DE GESTION DES SERVICES D'ASSAINISSEMENT .....	10
<b><u>5</u></b>	<b><u>RAPPEL DES OBLIGATIONS DES PARTICULIERS EN MATIÈRE D'ASSAINISSEMENT .....</u></b>	<b><u>11</u></b>
5.1	ASSAINISSEMENT COLLECTIF .....	11
5.2	ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF .....	12
<b><u>6</u></b>	<b><u>GESTION DES EAUX PLUVIALES .....</u></b>	<b><u>14</u></b>
6.1	LES EAUX PLUVIALES ET LA PRÉSERVATION DES MILIEUX AQUATIQUES .....	14
6.2	INTÉGRATION DES EAUX PLUVIALES DANS LES PROJETS D'AMÉNAGEMENT .....	14
6.3	GÉRER LES EAUX PLUVIALES AU PLUS PRÈS DE LEUR POINT DE CHUTE.....	15
6.4	RÈGLEMENTATION SUR LA GESTION DES EAUX PLUVIALES.....	15
<b><u>7</u></b>	<b><u>FINANCEMENT DES TRAVAUX .....</u></b>	<b><u>17</u></b>
7.1	ASSAINISSEMENT COLLECTIF .....	17
7.2	ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF .....	17
<b><u>8</u></b>	<b><u>PROJET DE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DES EAUX USÉES RETENU .....</u></b>	<b><u>18</u></b>
8.1	SECTEURS EN ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF .....	19
8.2	SECTEURS EN ASSAINISSEMENT COLLECTIF .....	20
<b><u>9</u></b>	<b><u>PROJET DE ZONAGE PLUVIAL RETENU .....</u></b>	<b><u>21</u></b>
<b><u>10</u></b>	<b><u>JUSTIFICATION DU CHOIX DE ZONAGE .....</u></b>	<b><u>22</u></b>
10.1	SITUATION ACTUELLE .....	22
10.1.1	HYDROGRAPHIE .....	22
10.1.2	ZONES INONDABLES.....	22

10.1.3	HABITATS .....	22
10.1.4	ZONES CONSTRUCTIBLES.....	22
10.1.5	ZONES NATURELLES .....	23
10.1.6	EAU POTABLE .....	23
10.1.7	L'ASSAINISSEMENT EXISTANT.....	23
10.1.8	EAUX PLUVIALES .....	24
10.1.8.1	Plan de gestion des risques d'inondation (P.G.R.I.) .....	24
10.1.8.2	Le Plan de Prévention des Risques d'Inondation .....	25
10.1.8.3	Diagnostic du fonctionnement actuel .....	25
<b>10.2</b>	<b>APTITUDE DES SOLS À L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF .....</b>	<b>26</b>
<b>10.3</b>	<b>CONTRAINTES DE L'HABITAT .....</b>	<b>26</b>
<b>10.4</b>	<b>CONCLUSION DE LA SITUATION ACTUELLE.....</b>	<b>27</b>
<b>11</b>	<b>SOLUTION D'ASSAINISSEMENT RETENUE .....</b>	<b>28</b>

# **1 Cadre réglementaire de l'enquête publique du zonage d'assainissement**

L'enquête publique sur les dispositions de révision du zonage d'assainissement de la commune de Moiry est réalisée conformément aux textes législatifs et réglementaires suivants :

- Code de l'Environnement, Livre Ier, Titre II, Chapitre III concernant les enquêtes publiques relatives aux opérations susceptibles d'affecter l'environnement,
- Loi sur l'eau n°2006-1772 du 30 décembre 2006
- Loi sur l'Eau n°92-3 du 3 janvier 1992 subséquentement modifiée par l'Ordonnance 2000-914 en date du 18 Septembre 2000 portant codification à droit constant des dispositions de la loi sur l'eau, notamment dans le code de l'environnement,
- Loi du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement
- Code de la santé publique : articles L.1331-1 à L.1331-10 et L.1331-11-1
- Code général des collectivités territoriales : article R.2224-17, compétences des collectivités, contrôle (article L.2224-8), zonage d'assainissement (Articles L.2224-10, R. 2224-7 , R. 2224-8 et R.2224-9 ) et redevance d'assainissement (articles L.2224-11 à L.2224-11-5 et L.2224-12-2 à L.2224-12-5, Articles R.2224-19 à R.2224-20)
- Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.151-1 et suivants et R.151-1 et suivants référant aux Plans Locaux d'Urbanisme,
- Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, notamment les articles R.11-2 et suivants

Le présent dossier d'enquête publique concerne la proposition de zonage d'assainissement de la commune de Moiry, retenue par le conseil municipal et ayant fait l'objet d'une délibération en date du 03/06/2022.

Cette proposition a été retenue après examen de l'étude préalable à la révision du zonage d'assainissement, réalisée par le bureau d'études DUMAY, d'octobre 2021 à mai 2022.

L'étude de zonage d'assainissement a pris en compte les dispositions réglementaires en vigueur au moment de la réalisation de la présente étude.

## **2 Définitions générales**

### **2.1 Assainissement non collectif**

L'assainissement non collectif (ou autonome ou individuel), contrairement à l'assainissement collectif, consiste à traiter les effluents sur le terrain de l'habitation concernée par les rejets d'eaux usées.

Selon l'article premier de l'arrêté du 7 septembre 2009 fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1.2 kg/j de DBO5, modifié par l'arrêté du 7 mars 2012 : les termes « assainissement non collectif », désignent toute installation d'assainissement assurant la collecte, le transport, le traitement et l'évacuation des eaux usées domestiques ou assimilées au titre de l'article R.214-5 du code de l'environnement des immeubles ou parties d'immeuble non raccordées à un réseau public de collecte des eaux usées.

### **2.2 Assainissement collectif**

L'assainissement collectif consiste à collecter les effluents des installations d'un bourg ou d'un village par un réseau de canalisations enterrées. Ces effluents sont ensuite envoyés vers une unité de traitement. Les effluents traités sont ensuite évacués vers le milieu récepteur.

Contrairement aux assainissements autonomes et autonomes regroupés, les équipements de traitement et le réseau de collecte sont situés en domaine public et sont propriété de la collectivité.

Ce type d'assainissement a l'avantage pour les particuliers d'une gestion communale que ce soit pour les installations (hormis les branchements en domaine privé) ou la maintenance. Néanmoins, en zone rurale ou peu urbanisée, le coût peut s'avérer élevé selon la dispersion de l'habitat et du relief.

### **2.3 Zonage d'assainissement**

Le zonage d'assainissement est un document opposable aux tiers qui fixe le type d'assainissement sur une zone donnée.

C'est une étude sommaire dont l'un des intérêts réside dans une analyse a priori de la compatibilité des filières envisagées avec les contraintes et la fragilité particulières du territoire communal.

Le zonage d'assainissement est susceptible d'évoluer pour tenir compte des situations nouvelles et notamment des modifications de l'urbanisme auxquelles il est étroitement lié. Il fait alors l'objet d'une nouvelle procédure d'enquête publique.

## **2.4 Zonage pluvial**

Les communes ou leurs établissements publics de coopération délimitent, après enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement :

- Les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ;
- Les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement.

## 3 Rappel sur le déroulement de l'étude préalable au zonage d'assainissement des eaux usées et pluviales

### 3.1 Objectifs

Au titre de la Loi sur l'Eau, n°2206-1772 du 30 décembre 2006 (modifiant le code des collectivités territoriales article L2224-10), les communes sont tenues de définir les zones de leur territoire sur lesquelles elles décident de traiter les eaux usées domestiques de façon collective (système de collecte et de traitement public) et celles sur lesquelles elles décident que les eaux usées domestiques seront traitées de façon individuelle (technique de l'assainissement autonome).

Ces mesures concernent uniquement l'assainissement des eaux usées d'origine domestique afin de satisfaire aux obligations réglementaires des collectivités : la sauvegarde et la protection de l'eau et de ses usages, et la garantie de la santé publique.

**L'objectif de l'étude préalable au zonage d'assainissement** est de définir pour chaque secteur construit ou constructible de la commune et non desservi par un réseau d'assainissement collectif, le mode d'assainissement (collectif ou individuel) le mieux adapté d'un point de vue technique, économique et environnemental.

**L'étude préalable au zonage d'assainissement** présente des propositions d'assainissement (non collectif, collectif ou mixte) pour chaque secteur étudié. Le choix de la solution à retenir appartient aux élus de la commune, après comparaison technico-économique.

Après validation par délibération du conseil municipal de la solution choisie pour chaque secteur étudié, **un plan de zonage est élaboré**. Après enquête publique, ce document est intégré aux documents d'urbanisme de la commune, il devient alors opposable aux tiers.

Dans le cas présent, il s'agit d'une **révision du zonage d'assainissement**, pour tenir compte des évolutions de la situation de la commune (travaux d'assainissement réalisés en 2021), mais le déroulement de l'étude reste identique.

### 3.2 Méthodologie

L'étude préalable au zonage d'assainissement, s'est déroulée en deux phases :

PHASE 1 : Analyse de l'existant
---------------------------------

- Démarrage de l'étude et délimitation, avec la collectivité concernée, des secteurs d'études ; et recueil des informations utiles à l'étude.
- Les données générales du milieu étudié sont collectées afin de définir les différents paramètres influençant la formation des sols (géologie, climat, végétation).
- Enfin, l'ensemble de ces données est interprété afin de dresser notamment la cartographie des contraintes de l'habitat, dans la zone d'étude.

PHASE 2 : proposition de schéma d'assainissement et choix du zonage d'assainissement
--

Les données de la phase 1 ont été complétées par :

- La synthèse des contraintes liées à l'aptitude des sols et à l'habitat, qui a conduit à formuler les hypothèses de traitement collectif (regroupé ou séparé), collectif restreint ou individuel. Les solutions techniques et financières les plus réalistes sont alors proposées aux élus pour améliorer l'assainissement sur l'ensemble de la commune.
- Les différents scénarii d'assainissement envisageables sont exposés à la collectivité. La solution la mieux adaptée au contexte local est alors choisie par les élus de la commune avec l'assistance du bureau d'études DUMAY.

### 3.3 Enquête publique

Le choix du scénario du zonage a été approuvé par une délibération du Conseil Municipal en date du 06/03/2022 (délibération jointe en annexe).

Après délibération du Conseil Municipal, le dossier d'enquête publique est réalisé. Ce dossier comprend :

- le plan de zonage d'assainissement,
- une note explicative sur la justification des choix retenus.

L'enquête publique constitue la dernière étape avant validation du zonage (Ce dernier pouvant par la suite faire l'objet de révisions en fonction des contraintes notamment d'urbanisation nouvelle).



## 4 Rappel des obligations des collectivités en matière d'assainissement

L'ensemble des droits et devoirs des usagers et du service d'assainissement sera consigné dans le règlement d'assainissement. Ce dernier fixe les modalités d'exploitation du service. Son contenu est validé par délibération de la collectivité compétente.

Il ne peut être opposable aux usagers que dans la mesure où il a été porté à leur connaissance de façon individuelle.

### 4.1 Assainissement collectif

La réglementation française sur l'assainissement collectif développée à partir du 19<sup>ème</sup> siècle a pris en compte la Directive européenne du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux urbaines résiduaires qui impose l'identification des zones sensibles où les obligations d'épuration des eaux usées sont renforcées et fixe des obligations de collecte et de traitement des eaux usées pour les agglomérations urbaines d'assainissement.

Les niveaux de traitement requis sont fixés en fonction de la taille des agglomérations d'assainissement et de la sensibilité du milieu récepteur du rejet final.

Ces obligations sont actuellement inscrites dans le **code général des collectivités territoriales**, articles R.2224-6 (modifié par Décret n°2020-828 du 30 juin 2020 - art. 7) et R.2224-10 à R.2224-17 (modifié par Décret n°2007-1339 du 11 septembre 2007) relatifs à la collecte et au traitement des eaux usées) et l'arrêté du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement, qui a été ensuite abrogé par l'arrêté du 21 juillet 2015.

**L'Arrêté du 21 juillet 2015**, modifié par l'arrêté du 31 juillet 2020, regroupe l'ensemble des prescriptions techniques applicables aux ouvrages d'assainissement (conception, dimensionnement, exploitation, performances épuratoires, autosurveillance, contrôle par les services de l'Etat) ; il concerne tous les réseaux d'assainissement collectifs et les stations d'épuration des agglomérations d'assainissement ainsi que tous les dispositifs d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique supérieure à 1.2 kg/j de DBO5.

**L'arrêté du 31 juillet 2020** modifie l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5.

Généralement, **le service d'assainissement de la commune prend en charge la collecte en limite de propriété et le traitement des eaux usées**. Il a en charge l'entretien du réseau et des installations d'assainissement collectif.

Selon **l'article L2224-8 du Code Général des Collectivités Territoriales**, II (modifié par la loi n°2020-1525 du 7 décembre 2020) :

- « Les communes assurent le contrôle des raccordements au réseau public de collecte, la collecte, le transport et l'épuration des eaux usées, ainsi que l'élimination des boues produites. Elles peuvent également, à la demande des propriétaires, assurer les travaux de mise en

conformité des ouvrages visés à l'article L. 1331-4 du code de la santé publique, depuis le bas des colonnes descendantes des constructions jusqu'à la partie publique du branchement, et les travaux de suppression ou d'obturation des fosses et autres installations de même nature à l'occasion du raccordement de l'immeuble.

- Le contrôle du raccordement est notamment réalisé pour tout nouveau raccordement d'un immeuble au réseau public de collecte des eaux usées conformément au premier alinéa de l'article L. 1331-1 du même code et lorsque les conditions de raccordement sont modifiées.
- À l'issue du contrôle de raccordement au réseau public, la commune établit et transmet au propriétaire de l'immeuble ou, en cas de copropriété, au syndicat des copropriétaires un document décrivant le contrôle réalisé et évaluant la conformité du raccordement au regard des prescriptions réglementaires. La durée de validité de ce document est de dix ans. Le contrôle effectué à la demande du propriétaire de l'immeuble ou du syndicat des copropriétaires est réalisé aux frais de ce dernier et la commune lui transmet ce document dans un délai fixé par décret en Conseil d'Etat.
- L'étendue des prestations afférentes aux services d'assainissement municipaux et les délais dans lesquels ces prestations doivent être effectivement assurées sont fixés par décret en Conseil d'Etat, en fonction des caractéristiques des communes et notamment de l'importance des populations totales agglomérées et saisonnières. »

Le décret n° 2022-521 du 11 avril 2022 fixe le délai mentionné au II de l'article L. 2224-8 du code général des collectivités territoriales pour la transmission du rapport établi à l'issue du contrôle de raccordement d'un immeuble au réseau public d'assainissement effectué sur demande du propriétaire ou du syndicat des copropriétaires.

La loi Climat et Résilience (art. 63) est venue modifier les modalités de contrôle des branchements, mission actuellement déjà confiée de façon obligatoire aux communes ou leurs groupements compétents dans le cadre de l'exercice de la compétence assainissement à l'article L.2224-8 du code général des collectivités territoriales.

**Le contrôle des raccordements au réseau public de collecte des eaux usées est désormais rendu explicitement obligatoire lors de tout nouveau raccordement et lorsque les conditions de raccordement sont modifiées. Il doit en outre donner lieu à l'établissement et la transmission au propriétaire de l'immeuble d'un document - dont la validité est de dix ans - décrivant le contrôle réalisé et évaluant la conformité du raccordement au regard des prescriptions réglementaires.**

**Les articles L. 1331-1 et suivants du Code de la Santé Publique** fixent les délais que les particuliers doivent respecter pour raccorder leur habitation au réseau public de collecte, ainsi que les conditions de dispense de raccordement le cas échéant (cf chapitre 5.1).

La commune peut fixer des prescriptions techniques pour la réalisation des raccordements des immeubles au réseau public de collecte des eaux usées et des eaux pluviales.

À noter que le classement d'une zone en assainissement collectif a uniquement pour effet de déterminer le mode d'assainissement retenu et ne peut avoir pour effet :

- ni d'engager la collectivité sur un délai de réalisation des travaux,
- ni d'éviter au propriétaire de réaliser un dispositif d'assainissement non collectif réglementaire dans le cas où l'habitation existe antérieurement à la création du réseau d'assainissement desservant les parcelles concernées,
- ni de constituer un droit pour les propriétaires des parcelles concernées à obtenir gratuitement la réalisation des équipements publics d'assainissement nécessaires à leur desserte (les dépenses correspondantes donnent lieu au paiement d'une contribution par les bénéficiaires d'autorisation de construire).

## 4.2 Assainissement non collectif

La réglementation a évolué avec la loi sur l'Eau du 3 janvier 1992 (article 35 recodifié dans le Code Général des Collectivités Territoriales - articles L. 2224-8 à L. 2224-12) devenue loi sur l'eau n°2006-1772 du 30 décembre 2006, et les arrêtés du 7 septembre 2009 fixant les modalités de réalisation des dispositifs d'assainissement non collectif et les modalités du contrôle technique exercé par les communes à défaut de délégation à un service public d'assainissement non collectif (SPANC).

La loi sur l'eau et les milieux aquatiques dans sa version du 30 décembre 2006 prévoit que les installations soient contrôlées et réhabilitées au 1<sup>er</sup> janvier 2013. La loi impose à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013 à tout vendeur de justifier du bon fonctionnement de son installation.

Les arrêtés du 7 septembre 2009 ont été récemment modifiés. Les textes applicables en matière d'assainissement non collectif sont les suivants :

- Arrêté du 7 septembre 2009 fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif de moins de 20 EH, modifié par l'arrêté du 7 mars 2012,
- Arrêté du 27 avril 2012 relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif réalisées et réhabilitées,
- Arrêté du 7 septembre 2009, modifié par l'arrêté du 3 décembre 2010, relatif aux modalités d'agrément des personnes réalisant les vidanges et prenant en charge le transport et l'élimination des matières extraites des installations d'assainissement non collectif (version consolidée),
- Arrêté du 22 juin 2007, relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité, et aux dispositifs d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique supérieure à 1,2 kg/j de DBO5 ; article 16 : Installations d'assainissement non collectif de plus de 20 EH de capacité.

*Le SPANC doit assurer le contrôle technique des systèmes d'assainissement non collectif qui comprend :*

- **le contrôle de la conception du système d'assainissement non collectif au niveau du dossier de permis de construire**
- **le contrôle d'implantation, de la réalisation et de la bonne exécution des ouvrages par rapport à l'autorisation délivrée dans le permis de construire** ; cette vérification est effectuée avant remblaiement pour les installations neuves ou réhabilitées
- **le contrôle périodique et au moins tous les 10 ans du bon fonctionnement des ouvrages**, la vérification devant porter au minimum sur les éléments suivants : le bon état des ouvrages y compris la ventilation, leur accessibilité, le bon écoulement des effluents entre le prétraitement et le dispositif d'épuration, l'accumulation normale des boues à l'intérieur de la fosse toutes eaux (fréquence de vidange).

Réglementairement, la prise en charge de l'entretien des dispositifs d'assainissement est facultative.

De plus, au titre de l'article L 1331-11 du Code de la Santé Publique, le personnel du service d'assainissement, collectif ou non collectif, a accès aux propriétés privées pour assurer :

- le contrôle des installations d'assainissement non collectif et leur entretien (voire réhabilitation) si la collectivité a choisi de prendre en charge ce service,
- le contrôle de la conformité des ouvrages nécessaires pour amener les eaux usées depuis l'habitation à la partie publique du branchement d'assainissement collectif.

**La loi sur l'eau et les milieux aquatiques du 30 décembre 2006 puis la loi du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement ont introduit les modifications suivantes :**

- Les communes devront mettre en place un contrôle périodique dont la fréquence sera inférieure à 10 ans;
- Les communes pourront assurer, outre leur mission de contrôle, et éventuellement d'entretien, des missions complémentaires facultatives de réalisation et réhabilitation, à la demande des usagers et à leurs frais;
- Les communes pourront également assurer la prise en charge et l'élimination des matières de vidange;
- Si à l'issue du contrôle, des travaux sont nécessaires, les usagers devront les effectuer au plus tard 4 ans après ; sachant que les travaux ont d'abord pour objet de remédier à des pollutions pouvant avoir des conséquences réellement dommageables pour le voisinage ou l'environnement. Les travaux demandés doivent donc rester proportionnés à l'importance de ces conséquences;
- Les usagers devront assurer le bon entretien de leurs installations et faire appel à des personnes agréées par les préfets de département pour éliminer les matières de vidanges afin d'en assurer une bonne gestion;
- Afin de mieux informer les futurs acquéreurs, un document attestant du contrôle de l'ANC devra être annexé à l'acte de vente à partir du 1er janvier 2013;
- Possibilité de faire prendre en charge une partie des dépenses du SPANC par le budget général de la commune pendant les cinq premiers exercices budgétaires suivant la création du SPANC (dérogation à l'article L. 2224-2 du Code Général des Collectivités Territoriales) introduite par la loi de finances n°2006-1771 du 30 décembre 2006, sans condition de taille de la collectivité et modifié par la loi de finances pour 2009.

Ces dispositions prévues par la LEMA ont été complétées d'une disposition dans la loi de finances pour 2009 (disposition de l'article 99 codifiée dans le code général des impôts), conforme à l'esprit du Grenelle de l'Environnement, donnant la possibilité aux particuliers de bénéficier d'un éco-prêt à taux zéro pour les travaux de réhabilitation des dispositifs d'assainissement non collectif ne consommant pas d'énergie. Les modalités et plafonds d'attributions ainsi que la nature et les caractéristiques techniques de ces travaux sont précisés dans les articles R.319-1 à R.319-22 du code de la construction et de l'habitat.

### 4.3 Qualification des services d'assainissement

Les services publics d'assainissement collectif et non collectif sont des services à caractère industriel et commercial. Les conséquences sur le financement de ces services sont les suivantes :

- ils sont soumis au régime des services publics industriels et commerciaux (article L.2224-2 du code général des collectivités territoriales) et sont financés par des redevances perçues auprès des usagers bénéficiant de ces services ;
- les services publics d'assainissement collectif et non collectif doivent avoir un budget indépendant. Chaque budget doit s'équilibrer en recettes et dépenses (article L.2224-1 du code général des collectivités territoriales) : le produit des redevances est donc affecté exclusivement au financement des charges du service comprenant notamment les dépenses de fonctionnement du service ;
- chaque redevance est donc calculée en fonction des dépenses du service correspondant à la prestation rendue, ce qui implique que les redevances ne peuvent être recouvrées qu'à compter de la mise en place effective du service pour l'utilisateur ;
- la tarification doit respecter le principe d'égalité des usagers devant le service.

## **4.4 Modes de gestion des services d'assainissement**

Les services publics d'assainissement non collectif et collectif peuvent être gérés soit dans une structure unique soit dans des structures distinctes.

Dans l'hypothèse d'une structure unique, le budget doit distinguer clairement les opérations propres à chaque service. En effet, l'un des deux services ne peut pas participer au financement de l'autre.

En l'état actuel des textes, les redevances peuvent être calculées à partir de la facture de consommation d'eau potable de l'utilisateur.

En ce qui concerne la gestion proprement dite du service, les possibilités offertes en matière d'assainissement collectif sont applicables à l'assainissement non collectif (régie, délégation de service ou prestation de service).

## 5 Rappel des obligations des particuliers en matière d'assainissement

### 5.1 Assainissement collectif

Au titre de l'**article L. 1331-1 du Code de la Santé Publique** :

- le raccordement des habitations au réseau d'assainissement établi sous la voie publique à laquelle ces habitations ont accès soit directement, soit par l'intermédiaire de voies privées ou de servitudes de passage, est obligatoire :
  - **dans un délai de deux ans** à compter de la mise en service du réseau d'assainissement **pour les habitations antérieures au réseau d'assainissement**,
  - **sans délai pour les habitations construites postérieurement** à la mise en service du réseau d'assainissement collectif (obligation érigée en condition de la délivrance du permis de construire)
- Un arrêté interministériel détermine les catégories d'immeubles pour lesquelles un arrêté du maire, approuvé par le représentant de l'État dans le département, peut accorder soit des prolongations de délais qui ne peuvent excéder une durée de dix ans, soit des exonérations de l'obligation dans certains cas très particuliers.
- Il peut être décidé par la commune qu'entre la mise en service du réseau public de collecte et le raccordement de l'immeuble ou l'expiration du délai accordé pour le raccordement, elle perçoit auprès des propriétaires des immeubles raccordables une somme équivalente à la redevance instituée en application de l'article L. 2224-12-2 du code général des collectivités territoriales.
- La commune peut fixer des prescriptions techniques pour la réalisation des raccordements des immeubles au réseau public de collecte des eaux usées et des eaux pluviales.

Les ouvrages nécessaires pour amener les eaux usées depuis l'habitation à la partie publique du branchement sont à la charge du propriétaire. La commune contrôle la conformité des installations correspondantes (article L 1331-4 du Code de la santé publique).

Dès l'établissement du branchement au réseau d'assainissement public, tous les ouvrages d'assainissement autonome (ex : fosse septique) doivent être mis hors d'état de servir ou de créer des nuisances, par les soins et aux frais du propriétaire (article L 1331-5 du code de la santé publique). Dans le cas où ces obligations du propriétaire ne sont pas respectées, « la commune peut, après mise en demeure, procéder d'office et aux frais de l'intéressé aux travaux indispensables » (article L. 1331-6 du Code de la santé publique).

Plusieurs **catégories d'habitations sont exonérées de l'obligation de raccordement** au réseau d'assainissement collectif :

- habitations abandonnées,
- logements, qui en application de la réglementation, doivent être démolis ou doivent cesser d'être utilisés,
- habitations difficilement raccordables, dès lors qu'elles sont équipées d'une installation d'assainissement non collectif conforme à la réglementation ; il s'agit d'habitations existantes dont le raccordement nécessite des travaux disproportionnés tant d'un point de vue technique que financier. Dans le plan de zonage d'assainissement de la commune, ces habitations doivent être classées en zone d'assainissement non collectif.

## **5.2 Assainissement non collectif**

Les habitations non raccordées au réseau d'assainissement collectif doivent être équipées d'un dispositif d'assainissement autonome réglementaire dont les ouvrages sont maintenus en bon état de fonctionnement.

Les différentes dispositions dans ces domaines sont régies par le règlement d'assainissement.

La réhabilitation des ouvrages d'assainissement individuel non conformes et polluants, potentiellement dangereux pour une ressource en eau et/ou la santé publique, est normalement à la charge de son propriétaire.

**En cas de non-conformité de son installation d'assainissement non collectif** à la réglementation en vigueur, le propriétaire fait procéder aux travaux prescrits par le document établi à l'issue du contrôle, en principe **dans un délai de quatre ans** suivant sa réalisation notamment en cas de danger pour la sécurité des personnes ou de risque environnemental avéré..

Dans le cas d'une vente immobilière et en cas de non-conformité de l'installation d'assainissement non collectif, l'article L. 271-4 du code de la construction et de l'urbanisme prévoit une obligation de travaux dans un délai d'un an après la vente.

**Les principales dispositions de l'arrêté du 7 septembre 2009 fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif de moins de 20 EH** (modifié par l'arrêté du 7 mars 2012) sont les suivantes :

### ➤ **Dispositions générales :**

Les installations d'assainissement non collectif ne doivent pas :

- porter atteinte à la salubrité publique, à la santé publique ;
- engendrer de nuisances olfactives ;
- présenter de risques de pollution des eaux souterraines ou superficielles ni porter atteinte à la qualité du milieu récepteur ;
- porter atteinte à la sécurité des personnes.

L'implantation d'une installation d'assainissement non collectif est interdite à moins de 35 mètres d'un captage d'eau destinée à la consommation humaine.

### ➤ **Traitement :**

- Les installations doivent permettre le traitement commun des eaux – vannes et des eaux ménagères, à l'exception possible des cas de réhabilitation d'installation pour lesquelles une séparation des eaux usées existaient déjà.
- Le traitement des eaux usées se fait préférentiellement soit par le sol en place soit par un matériel dont les caractéristiques techniques et le dimensionnement sont précisés en annexe de l'arrêté.
- Le traitement peut également se faire par des dispositifs, autres que par le sol, qui doivent être agréés par les ministères en charge de la santé et de l'écologie, à l'issue d'une procédure d'évaluation de l'efficacité et des risques sur la santé et l'environnement.

Quelle que soit la procédure, pour être agréés, les dispositifs de traitement doivent respecter :

- les performances épuratoires : 30 mg/l pour les MES et 35 mg/l pour la DBO5 ;
- les principes généraux définis par l'arrêté du 7 septembre 2009 ;
- les spécifications techniques contenues dans des documents de référence (DTU XP-64.1, NF EN 12566) et les exigences essentielles de la directive n°89/106/CEE du Conseil relative au rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des États membres concernant les produits de construction. Cette directive vise à harmoniser au niveau communautaire les règles de mise sur le marché des produits de construction.

La liste des documents de référence, la liste des dispositifs de traitement agréés et les fiches techniques correspondantes sont publiés au Journal Officiel de la République Française par avis conjoint du ministre chargé de l'environnement et du ministre chargé de la santé en vue de l'information du consommateur et des opérateurs économiques.

### ➤ **Évacuation :**

- L'évacuation des eaux usées traitées doit se faire par le sol si les caractéristiques de perméabilité le permettent.
- Si l'évacuation par le sol n'est pas techniquement envisageable, les eaux usées traitées sont :
  - soit réutilisées pour l'irrigation souterraine de végétaux, dans la parcelle, sauf irrigation de végétaux destinés à la consommation humaine ;
  - soit drainées et rejetées vers le milieu hydraulique superficiel après autorisation du propriétaire ou du gestionnaire du milieu, sous condition d'une étude particulière réalisée par un bureau d'étude ou déjà existante.
- Il est rappelé que les rejets d'eaux usées même traitées sont interdits dans un puisard, puits perdu, puits désaffecté, cavité naturelle ou artificielle profonde.
- Si aucune des solutions n'est techniquement envisageable, le rejet des eaux usées traitées peut se faire par puits d'infiltration, sous réserve de respecter les caractéristiques techniques notamment de perméabilité et conditions de mise en oeuvre et sous réserve d'autorisation par la commune sur la base d'une étude hydrogéologique.

### ➤ **Entretien :**

- Les installations sont entretenues régulièrement par le propriétaire et vidangées par une personne agréée par le préfet.
- La périodicité de la vidange de la fosse toutes eaux doit être adaptée à la hauteur de boue qui ne doit pas dépasser 50% du volume utile.
- Les dispositifs doivent être fermés en permanence et accessibles pour le contrôle et l'entretien

### ➤ **Vente :**

Code de la construction et de l'habitation : articles L271-4 à L271-6 concernant le diagnostic technique annexé à l'acte de vente.



## 6 Gestion des eaux pluviales

### 6.1 Les eaux pluviales et la préservation des milieux aquatiques

Les déversements et rejets dans les milieux aquatiques en temps de pluie peuvent également générer des dégradations momentanées ou durables des milieux. Les **pollutions de temps de pluie** constituent vraisemblablement des sources importantes d'apport de micropolluants aux milieux aquatiques (zinc, cuivre, ammonium, pesticides,...), ce qui peut compromettre les usages de la ressource en eau (zones de baignade, loisirs, pêche).

C'est pourquoi, afin d'être en accord avec la **Directive européenne Cadre sur l'Eau (DCE)** d'octobre 2000 qui a fixé une obligation de résultat visant le bon état des masses d'eau et la non-dégradation de leur état actuel, ces objectifs de résultat étant déclinés au niveau français dans les **Schémas Directeurs d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE)**, les obligations de collecte et de traitement des eaux usées concernent également les eaux pluviales lorsque celles-ci sont mélangées aux eaux usées dans les réseaux d'assainissement unitaires.

Bien que la collectivité n'ait pas d'obligation de collecte ou de traitement en tant que telle, ce contexte, couplé aux problématiques d'inondations par ruissellement ou débordement de réseaux, renforce l'attention à porter à la gestion des eaux pluviales, notamment en lien avec le patrimoine d'ouvrages existants.

En temps de pluie, les systèmes d'assainissement, qu'ils soient unitaires ou séparatifs, rencontrent de manière récurrente des difficultés à collecter, transporter et/ou stocker les eaux pluviales. Selon l'importance des pluies, cette situation peut provoquer des déversements et des débordements, pouvant conduire à des inondations.

L'**artificialisation des sols** contribue à l'aggravation de ces phénomènes en rendant les sols moins perméables. En effet, l'imperméabilisation des sols limite l'infiltration des eaux pluviales dans le sol et l'alimentation des eaux souterraines, et augmente ainsi les volumes d'eaux ruisselées.

### 6.2 Intégration des eaux pluviales dans les projets d'aménagement

Pour répondre à ces enjeux, de nombreuses collectivités ont dû s'engager depuis des dizaines d'années dans des programmes de travaux et d'équipements des systèmes d'assainissement. Les eaux pluviales sont ainsi l'un des aspects essentiels à prendre en compte dans la planification et l'aménagement des territoires. Les objectifs visés sont nombreux:

- **Maîtrise des pollutions** : pour les faibles pluies, préserver ou restaurer la qualité des milieux récepteurs par la maîtrise des flux de pollution en temps de pluie et la limitation des phénomènes d'érosion; favoriser l'alimentation des nappes d'eaux souterraines;
- **Prévention des inondations** : pour les pluies plus importantes, limiter les inondations liées au ruissellement pluvial ou aux débordements des systèmes d'assainissement; en cas d'événement exceptionnel, assurer la sécurité des biens et des personnes;

- **Continuité de l'assainissement** : limiter la dégradation du fonctionnement des stations de traitement des eaux usées (STEU) par temps de pluie et les risques de non conformité;
- **Prise en compte dans l'aménagement** : penser l'aménagement en intégrant les trois enjeux précédents afin de réaliser des systèmes de gestion des eaux pluviales capables de gérer différentes pluies; faire des eaux pluviales un levier de valorisation des projets d'aménagement, ce qui nécessite un spectre de compétences (ingénieurs, urbanistes, paysagistes, ...).

La **limitation de l'imperméabilisation** permet de favoriser l'**infiltration des eaux pluviales** et de limiter le lessivage des sols et surfaces urbaines, et ainsi de réduire les apports de polluants ; tout en permettant de réduire le ruissellement à la source.

### 6.3 Gérer les eaux pluviales au plus près de leur point de chute

Il s'agit de privilégier une gestion à l'amont des eaux pluviales c'est-à-dire, lorsque les caractéristiques du projet et de l'environnement le permettent, **une gestion au plus près de leur point de chute**, respectueuse du cycle de l'eau. De grands principes sont à respecter: éviter de collecter les eaux pluviales dans des réseaux d'assainissement (unitaires ou séparatifs), limiter le parcours des eaux pluviales afin de limiter l'érosion et le lessivage des sols, éviter la concentration des écoulements, favoriser l'évaporation de l'eau et l'évapotranspiration par la végétation.

Lorsque la nature du sol le permet, on cherchera à infiltrer les eaux pluviales pour les pluies courantes. Les ouvrages de gestion des eaux pluviales mis en œuvre prennent différentes formes: noues, tranchées, jardins de pluie, bassins paysagers, espaces inondables intégrés à l'aménagement,...

Une gestion des eaux pluviales à la source se veut complémentaire d'une gestion séparative en limitant les apports d'eaux pluviales à prendre en charge par les systèmes d'assainissement existants.

Par ailleurs, les eaux pluviales peuvent constituer une nouvelle ressource en tant que **support de nature en ville et de biodiversité, d'animation paysagère, de lutte contre les îlots de chaleur urbains** (accroissements localisés des températures en zones urbaines).

### 6.4 Règlementation sur la gestion des eaux pluviales

Le statut général des eaux pluviales est posé par le code civil dont les dispositions s'appliquent à tous (particuliers, collectivités, etc.). Il impose (art. 640 et 641 du code civil) aux propriétaires « inférieurs » une servitude vis-à-vis des propriétaires « supérieurs ». Les propriétaires « inférieurs » doivent accepter l'écoulement naturel des eaux pluviales sur leur fonds. Cette obligation disparaît si l'écoulement naturel est aggravé par une intervention humaine.

Les eaux de ruissellement générées notamment par les toitures et les voiries lors des événements pluvieux peuvent constituer des débits importants ou être chargées en polluants. Lorsqu'elles sont collectées par des réseaux et rejetées directement dans le milieu aquatique, elles peuvent entraîner un risque d'inondation accru ou des pollutions. Les rejets importants d'eaux pluviales sont soumis à une procédure «au titre de la loi sur l'eau» (art. L. 214-1 à L.214-6 du code de l'environnement) et sont principalement concernés par la rubrique 2.1.5.0 de la nomenclature de l'article R. 214-1 du code de l'environnement.

- **Compétences des collectivités**

L'article L. 2224-10 du code général des collectivités territoriales prévoit que les communes et leurs établissements publics de coopération délimitent « les zones où des mesures doivent être prises pour **limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement** », ainsi que « les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement. »

La collecte, le transport, le stockage et le traitement des eaux pluviales constituent un service public administratif relevant des communes selon le code général des collectivités territoriales.

- **La collecte et le traitement : obligations des particuliers**

Contrairement aux dispositions applicables en matière d'eaux usées (cf. article L. 1331-1 du code de la santé publique), il n'existe pas d'obligation générale de raccordement en ce qui concerne les eaux pluviales. Le raccordement peut cependant être imposé par le règlement du service d'assainissement ou par des documents d'urbanisme.

Les documents d'urbanisme peuvent également imposer une infiltration des eaux pluviales à la parcelle ou un rejet à débit limité vers le réseau de collecte.

## 7 Financement des travaux

### 7.1 Assainissement collectif

- **Travaux en domaine public :**

Les coûts d'investissement résiduels (après subventions), les coûts d'exploitation et d'entretien du réseau et des unités de traitement sont financés par une redevance répartie sur chaque habitation raccordable et assise pour une partie sur la consommation d'eau potable du branchement.

- **Travaux en domaine privé : branchements particuliers**

Les travaux de branchements des particuliers sur le réseau de collecte en domaine privé incombent normalement au particulier, par référence à l'article L1331-4 du Code de la Santé Publique.

**Les travaux de raccordement au réseau ainsi que l'entretien des canalisations en domaine privé sont à la charge du particulier.**

### 7.2 Assainissement non collectif

La réhabilitation des ouvrages d'assainissement individuel non conformes et polluants, potentiellement dangereux pour une ressource en eau et/ou la santé publique, est à la charge de son propriétaire.

**Les solutions retenues suite à la délibération du conseil municipal de Moiry en date du 03/06/2022 (délibération jointe au rapport) et les modalités de révision du zonage sont présentées ci-après avec la justification des choix effectués.**

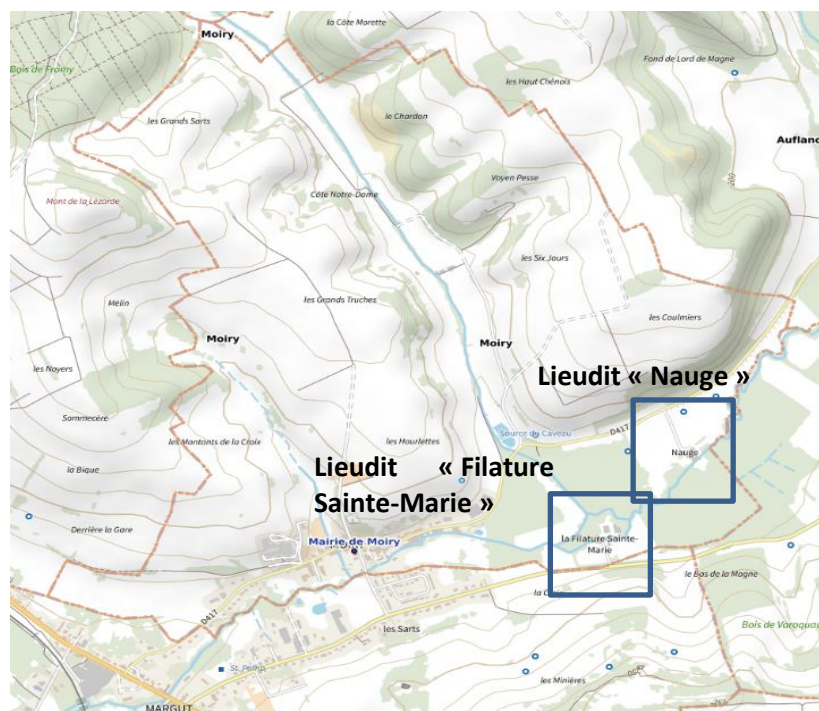
Les habitations non desservies par un réseau d'eaux usées devraient normalement disposer d'un ouvrage d'assainissement non collectif conforme à la réglementation en vigueur.

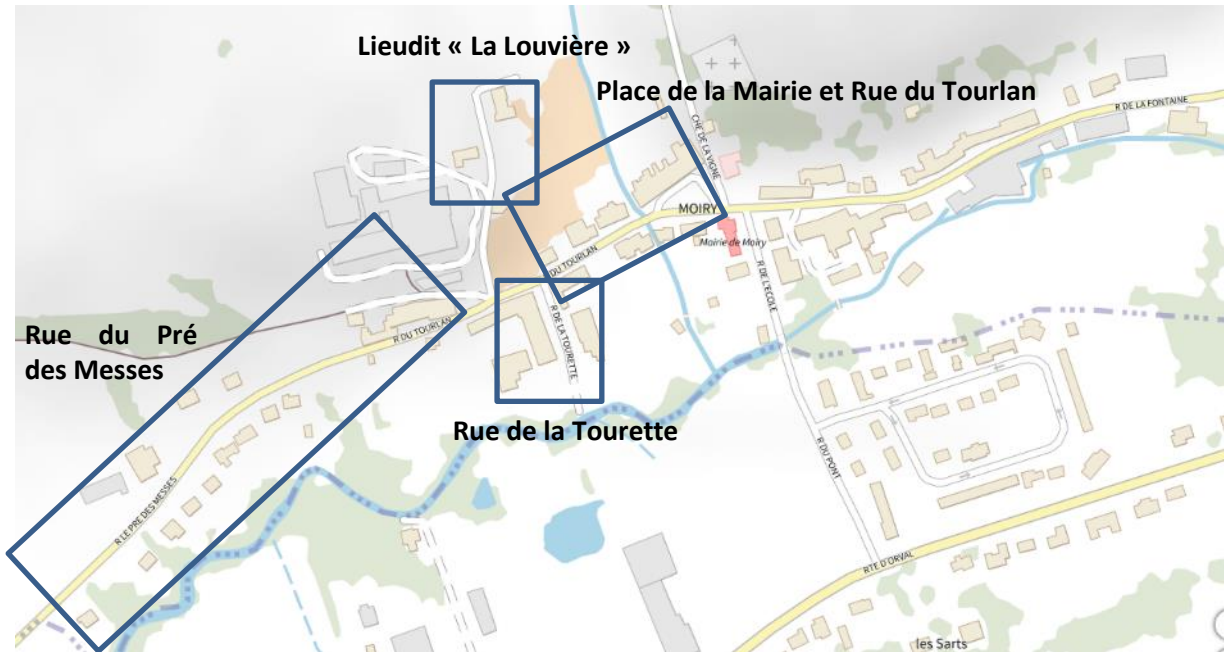
Sur la base de ce rapport, la collectivité a retenu une solution d'assainissement pour chaque secteur urbanisé ou urbanisable, en fonction des contraintes de l'habitat, de l'aptitude des sols à l'assainissement non collectif, et de la comparaison technico-économique des différentes solutions étudiées.

Le présent dossier présente et explique de manière synthétique les choix retenus par la collectivité en matière d'assainissement des eaux usées, assainissement non collectif ou collectif, pour chaque zone urbanisée ou urbanisable.

**Le plan de zonage d'assainissement est joint à la présente note explicative.**

Les secteurs non desservis par un réseau d'eaux usées, qui ont fait l'objet d'une étude comparative entre solution d'assainissement collectif et solution d'assainissement non collectif, sont les suivants :





L'assainissement individuel est la solution technique et financière la plus adaptée pour les habitations éparses, isolées ou certains groupes d'habitations à l'écart pour lesquelles un assainissement collectif indépendant ou le raccordement à un réseau d'assainissement existant n'est pas justifié et serait trop coûteux (réseau lointain et/ou raccordement gravitaire non réalisable).

Suivant les critères cités précédemment, l'assainissement non collectif a été retenu pour les secteurs suivants :

- Ces secteurs sont en effet très éloignés des réseaux d'eaux usées existants et leur raccordement nécessiterait des investissements trop importants.

Les habitations non équipées d'un ouvrage de traitement et situées en zone d'assainissement non collectif devront mettre en place un système de traitement individuel et adapté.

**Les exploitations agricoles de la commune**, seront également placées en assainissement non collectif afin de ne pas perturber le fonctionnement de l'ouvrage d'épuration.

**REMARQUES :**

1 - Compte tenu de l'hétérogénéité des sols sur certains secteurs, la filière d'assainissement peut être différente d'une parcelle à l'autre.

Les filières d'assainissement autonome indiquées dans le cadre de l'étude préalable au zonage d'assainissement sont donc les filières les plus probables d'après les informations disponibles au moment de la rédaction du rapport.

Seules des études de choix de filière d'assainissement individuel à la parcelle permettent de définir avec précision la filière d'assainissement non collectif adaptée à chaque projet.

2 - La collecte, le stockage et l'évacuation des rejets d'origine agricole de la commune ne rentrent pas dans le cadre de cette étude de zonage d'assainissement mais doivent s'effectuer selon des techniques et normes propres au traitement des effluents d'élevage.

3 – Concernant les dispositifs de traitement individuels, les technologies ont évolué et il est possible aujourd'hui de mettre en place des filières autonomes adaptées aux endroits les plus difficiles, telles que dispositifs agréés par publication au journal officiel ; il s'agit des filières dites compactes, des filtres plantés, des microstations à cultures libres, des microstations à cultures fixées, des microstations SBR. La liste des dispositifs de traitement agréés et les fiches techniques correspondantes sont publiés au Journal Officiel de la République Française par avis conjoint du ministre chargé de l'écologie et du ministre chargé de la santé.

Ces agréments portent seulement sur le traitement des eaux usées.

En raison de leur mode de traitement, certains dispositifs agréés ne sont pas adaptés pour fonctionner par intermittence. Lorsque cela est mentionné dans l'agrément, le dispositif ne doit pas être installé dans une résidence secondaire.

4 - En sortie de tout dispositif de traitement, les eaux usées traitées doivent être infiltrées si la perméabilité du sol le permet. Le rejet d'eaux usées traitées vers le milieu hydraulique superficiel n'est possible qu'après une étude particulière démontrant qu'aucune autre solution d'évacuation n'est envisageable et après autorisation du propriétaire ou du gestionnaire du milieu récepteur.

## 8.2 Secteurs en assainissement collectif

Suivant les critères cités précédemment, l'assainissement collectif a été retenu :

- **Pour tous les secteurs actuellement desservis par un réseau de collecte.**  
Le village de Moiry est d'ores et déjà équipé d'un réseau de collecte pour la rue de la Fontaine, une partie des habitations de la rue de l'École et une partie des habitations du Chemin de la Vigne. Les réseaux d'eaux usées réalisés en 2021 ont été raccordés à l'ouvrage d'épuration de la commune de MARGUT.
- Pour les secteurs urbanisés ou à urbaniser situés à proximité d'un réseau existant, à savoir :
  - **La place de la mairie et la rue du Tourlan**
  - **La rue de la Tourette**
  - **La Rue du près des messes**

**REMARQUE :** l'étude de révision du zonage d'assainissement a été réalisée sur la base des informations fournies par la collectivité, notamment le plan des réseaux existants. Aucun désordre hydraulique ni dysfonctionnement sur les réseaux existants n'a été signalé lors de la rédaction du rapport d'étude. Les eaux usées de la commune de MOIRY seront traitées par l'ouvrage d'épuration de la commune de MARGUT, suffisamment dimensionné pour cela.



## 9 Projet de zonage pluvial retenu

Concernant la gestion des eaux pluviales, la plupart des secteurs urbanisés sont actuellement desservis par un réseau d'eaux pluviales.

Les problèmes d'inondations soulevés ont pour cause les phénomènes de crues de certains cours d'eau.

La commune ne dispose d'aucun document d'urbanisme à la date de rédaction du présent rapport. Les dents creuses, potentiellement à urbaniser, ont été répertoriées. Elles sont peu nombreuses et surtout peu étendues : on recense 3 dents creuses pour une surface d'environ 0.21 ha sans rétention foncière.

Compte-tenu des éléments précités, et malgré le faible potentiel d'extension de l'urbanisation de la commune, **le zonage pluvial préconise pour toutes les nouvelles constructions :**

- de limiter autant que possible l'imperméabilisation des sols,
- d'évaluer la capacité des sols en place à absorber les eaux, à l'aide de tests appropriés, afin d'évaluer la possibilité d'ouvrage d'infiltration.
- de privilégier autant que possible l'infiltration à la parcelle.

Il est prescrit l'infiltration à la parcelle dès que cela est possible, afin de compenser toute imperméabilisation future.

En cas d'impossibilité d'infiltration ou d'infiltration insuffisante, le raccordement au réseau public (réseau EP, unitaire, fossé, etc. selon ouvrages existants) sera autorisé pour le débit maximum de rejet d'eaux pluviales défini dans le PGRI Meuse (Plan de Gestion des Risques d'Inondation du district Meuse - 2016>2021), soit **3L/s/ha nouvellement urbanisé**.

Ce débit maximal de référence peut toutefois être porté jusqu'à **10 L/s/ha**, lorsque les caractéristiques des terrains concernés (nature des sols, relief, environnement, etc.) ne permettent pas d'atteindre un objectif plus ambitieux à des conditions techniquement ou économiquement raisonnables au regard des enjeux.

La commune de Moiry pourra autoriser le raccordement au réseau de collecte des eaux pluviales :

- des eaux de ruissellement des voiries,
- des eaux de ruissellement des toitures,
- des eaux de ruissellement des cours et jardins.

Par ailleurs, sous conditions, pourront aussi être raccordés au réseau d'eaux pluviales :

- Les rejets des installations d'assainissement non collectif,
- Les eaux issues du rabattement de nappe (pompe vide-cave),
- Les eaux non domestiques définies par des conventions spéciales de déversement.

L'ensemble de ces cas pourra faire l'objet de prescriptions techniques particulières à l'occasion des demandes de branchement au réseau public.

Il est interdit de rejeter au réseau d'eaux pluviales :

- Les eaux usées,
- Les eaux chargées n'ayant pas subi de prétraitement adapté,
- Toute matière solide, liquide ou gazeuse susceptible d'être la cause directe ou indirecte d'un danger pour le milieu naturel ou pour le personnel d'exploitation, d'une dégradation des ouvrages de collecte ou de traitement, ou d'une gêne dans leur fonctionnement (rejets de produits toxiques, d'hydrocarbures, de boues, gravats, goudrons, graisses, déchets végétaux...).



## 10 Justification du choix de zonage

### 10.1 Situation actuelle

#### 10.1.1 Hydrographie

La commune de Moiry a été bâtie sur la rive droite du ruisseau de la Marche, un affluent de la Chiers. Un autre petit ruisseau s'écoule depuis les hauteurs du village, passe à proximité de la place de la Mairie et se jette dans la Marche.

#### 10.1.2 Zones inondables

**La commune n'est pas soumise à un Plan de Prévention des Risques inondation ni par l'Atlas des Zones inondables de Champagne-Ardenne.**

La zone bâtie de la commune est concernée par des risques de remontée de nappe issues des inondations potentielles de cours d'eau, ici de la rivière la Marche, et le ruisseau des Prés de Pure. En effet, les problèmes d'inondation observés sont liés aux crues de la Marche et ses affluents, à savoir :

- Zone inondable situé de part et d'autre de la Marche, en bordure de la zone habitée,
- Zone inondable située au sein du bourg (rue Principale), liée au ruisseau traversant le village, affluent de la Marche.

#### 10.1.3 Habitats

Les données disponibles sur le nombre et la typologie des logements proviennent de l'INSEE.

Nombre d'habitations : 73 (2017).

D'après les derniers rapports du SPANC, on compte cependant 80 logements.

Les constructions sont pour leur quasi-totalité de type maison individuelle. Dans le centre-bourg (Place de la mairie notamment) les habitations sont mitoyennes et toutes n'ont pas forcément de terrain ou d'extérieur disponible.

Les logements sont de grande taille puisque 76% environ d'entre eux sont constitués d'au moins cinq pièces. 33 % des logements environ datent d'avant 1919 et 92% environ datent d'avant 1991. Environ 8% des logements ont été construits dans les 20 dernières années.

#### 10.1.4 Zones constructibles

La commune de Moiry ne possède pas de documents d'urbanisme, c'est donc le règlement national d'urbanisme qui s'applique (RNU). Les constructions ne peuvent être autorisées que dans les parties urbanisées de la commune, elle ne possède pas de zone à urbaniser (AU). La commune fait partie de la communauté de communes des Portes du Luxembourg dont le Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) est en cours d'élaboration.

Les zones à urbaniser, sont constituées par les « dents creuses » répertoriées dans le cadre du PLUi en cours de réalisation (source : commune de Moiry). Le potentiel de développement de la commune est relativement faible : on recense **3 dents creuses** pour une surface d'environ 0.21 ha sans rétention foncière.

### **10.1.5 Zones naturelles**

Des régimes de protection coexistent sur le territoire de Moiry, qui revêt un intérêt écologique remarquable.

En témoigne la présence sur le territoire communal d'un **Arrêté de Protection du Biotope**, d'une **zone Naturelle d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF)** de type 1 qui constitue également une **Zone Humide Remarquable** identifiée dans le **SDAGE Rhin-Meuse 2016-2021**.

### **10.1.6 Eau potable**

Une partie de la commune est située au sein du périmètre éloigné du captage d'eau potable de la commune de Margut (BSS000GAST) concerné par l'arrêté préfectoral n°2010/201.

*Le plan de localisation du captage et de ses périmètres de protection est disponible dans le rapport de phase 1.*

### **10.1.7 L'assainissement existant**

Assainissement non collectif à MOIRY :

Les résultats des derniers contrôles des ouvrages d'assainissement non collectifs réalisés par le SPANC sont les suivants (contrôles réalisés entre 2012 et 2021 – transmis par le SPANC en avril 2021) :

Il est recensé **sur 80 logements en ANC au moment de la réalisation des contrôles** :

- 32 logements sans assainissement,
- 2 logements classés inhabitables,
- 33 logements non conformes,
- 11 logements avec un assainissement conforme.
- 2 sans défaut entraînant une non-conformité

*L'ensemble du tableau des derniers contrôles du SPANC des installations ANC de la commune est disponible dans le rapport de phase 2.*

**La majorité des habitations de la commune ne possède pas d'installation d'assainissement non collectif conforme à la réglementation.**

**Les habitations non desservies ou non raccordées à un réseau d'assainissement doivent normalement être équipées d'un système de traitement autonome complet.**

Assainissement collectif à MOIRY :

La commune a réalisé en fin d'année 2021 des travaux d'assainissement collectifs de la rue de la Fontaine, des trois premières habitations de la rue de l'Ecole et des 2 habitations Chemin de la Vigne. L'ensemble des eaux usées collectées est transférée par l'intermédiaire d'un poste de refoulement vers le réseau de Margut (Rue du Pont), puis vers la STEP de Margut.

Ces travaux ont permis le raccordement de 33 habitations (dont certaines inoccupées actuellement) soit environ **78 habitants** sur le système d'assainissement de Margut.

Le reste de la commune n'est pas desservi par un réseau d'assainissement – eaux usées.

#### Ouvrages d'assainissement existants à Margut :

Les réseaux d'eaux usées créés en 2021 sur la commune de MOIRY ont été raccordés au réseau d'assainissement de la commune de MARGUT au niveau de la rue du Pont, juste en amont du poste de refoulement existant.

Les effluents de Moiry transitent donc par ce poste puis par les réseaux de collecte gravitaires existants jusqu'à la station d'épuration de Margut.

Ce poste de refoulement est en mesure d'accepter l'ensemble des effluents provenant de Moiry en plus des effluents de Margut qu'il collecte déjà au moment de la réalisation de l'étude de zonage d'assainissement de Moiry.

La station d'épuration de Margut présente une capacité nominale de 1900 Eh ; sa charge maximale en entrée en 2019 était d'environ 300 Eh. Selon le PLU en vigueur de Margut de mars 2017, la capacité de la STEP est de 3500 Eh (surdimensionnée par rapport aux besoins actuels). Environ 80 à 90 habitants sont reliés au réseau collectif en place sur la commune de Margut.

- Prévision du nombre d'Eh en provenance de Margut à termes : 850 Eh (selon les objectifs de la population municipale figurant dans le PLU en vigueur à l'horizon 2030)
- Prévision du nombre d'Eh en provenance de Moiry à termes : 160 Eh (selon l'hypothèse haute de projection de la population municipale de 0.90% par an à l'horizon 2030)
- À terme, à l'horizon 2030, environ 1010 Eh seraient potentiellement raccordés à la station d'épuration de Margut. **La capacité nominale de la STEP de 1900 Eh est en cohérence avec les besoins de prévision d'évolution de la population des deux communes.**

#### **10.1.8 Eaux pluviales**

De manière générale, les projets d'urbanisation ou d'aménagement doivent prévoir les mesures nécessaires pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement.

Si nécessaire, des installations assurant la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement doivent être prévues.

##### **10.1.8.1 Plan de gestion des risques d'inondation (P.G.R.I.)**

Les cartes de surfaces inondables et les cartes des risques du TRI Sedan-Givet ont été approuvées par le préfet coordonnateur du bassin Rhin-Meuse le 23 juillet 2014. Le plan de gestion des risques d'inondation (PGRI) du district hydrographique de la Meuse a été approuvé par arrêté du préfet coordonnateur de bassin n°2015-328 le 30 novembre 2015.

**Cinq objectifs de gestion des inondations ont été fixés, et notamment :**

- ☞ aménager durablement les territoires :
  - préserver les zones d'expansion des crues en milieu non urbanisé et ne pas augmenter les enjeux en zone inondable.
  - limiter le recours aux aménagements de protection et prendre en compte les ouvrages existants dans les règles d'aménagement.
  - réduire la vulnérabilité des enjeux par des opérations sur le bâti existant et par la prise en compte du risque inondation dans les constructions nouvelles.

- ☞ prévenir le risque par une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau :
  - identifier et reconquérir les zones d'expansion des crues.
  - limiter le rejet des eaux pluviales dans les cours d'eau, encourager l'infiltration.
  - limiter l'accélération et l'augmentation du ruissellement sur les bassins versants ruraux et périurbains, par la préservation des zones humides et le développement d'infrastructures agro-écologiques.
  - prévenir le risque de coulées d'eau boueuse.

#### **10.1.8.2      Le Plan de Prévention des Risques d'Inondation**

La commune n'est concernée par aucun Plan de Prévention des Risques d'Inondation.

#### **10.1.8.3      Diagnostic du fonctionnement actuel**

**Le village est ceinturé de prairies et de terres cultivées.**

Ces surfaces **génèrent relativement peu de ruissellements en favorisant l'infiltration**, notamment les prairies. Les apports amenés pas les terres cultivées sont fonction de leur recouvrement en période d'inter-culture et de l'orientation des cultures par rapport à la pente du terrain naturel.

À l'occupation des sols sur les bassins versants amont s'ajoute un facteur important, lié **au caractère rural du village**, qui est peu imperméabilisé. **L'essentiel des surfaces imperméabilisées est constitué par les voiries et les toitures** (absence de zone d'activité). Les habitations sont entourées de jardins et d'espaces boisés.

**Le territoire ne présente pas d'enjeux particuliers en termes de ruissellements.**

Le village est situé dans le bassin versant de la Marche et deux de ses affluents traversent la commune. **Le ruisseau qui traverse la zone urbanisée est parfois sujet aux débordements, des inondations de la rue principale ont déjà été constatées.**

La commune est desservie par un réseau d'eaux pluviales et les inondations constatées sont moins liées à son dimensionnement qu'aux débordements du ruisseau, peut-être aggravés par des modifications anthropiques subies il y a de nombreuses années (tracé du cours d'eau linéarisé par endroits, urbanisation à proximité du lit majeur...).

La commune dispose d'un réseau pluvial, la collecte pluviale par canalisations enterrées couvre la quasi-totalité du bourg. Le réseau de collecte des eaux pluviales est ancien (années 50).

Les parties du bourg le plus à l'Est et le plus à l'Ouest sont desservies par des fossés à ciel ouvert.

**Un schéma directeur d'assainissement a été réalisé en 2006** dans lequel une approche hydraulique a été réalisée puis elle a été reprise lors de la révision du zonage d'assainissement de la commune de 2014, intégrant une modélisation hydraulique.

**En avril 2021, un dossier de porter à connaissance a été réalisé pour la régularisation des points de rejet du réseau d'eaux pluviales** dans la Marche.

Concernant le dimensionnement des réseaux existants, les études font apparaître que le réseau est sous-dimensionné pour le bassin n°1 (Rue de la Fontaine) et dans une moindre mesure pour le bassin 3 (Place de la Mairie et Rue du Turlan).

**Des travaux ont été effectués rue de la Fontaine, en 2021.** Afin d'améliorer la situation, la canalisation du point de rejet du bassin 1 a été renouvelée avec un diamètre de 600 mm. **La configuration et l'altimétrie du site ne permet pas de mettre en place une canalisation d'un diamètre supérieur.**

D'après le mémoire de la révision du zonage d'assainissement de 2014, les problèmes d'inondation observés sont liés aux crues de la Marche et de ses affluents. Il est indiqué que **ce problème ne peut être résolu à l'échelle communale et que la régulation des crues passe par une analyse hydraulique globale intégrant l'ensemble du bassin versant de la Marche.**

Une étude hydraulique sur l'ensemble du bassin versant de la Marche serait donc nécessaire.

Ainsi, à ce jour, aucun aménagement spécifique supplémentaire n'est préconisé pour la gestion des eaux pluviales, s'agissant des ouvrages existants.

Il est par contre indispensable d'organiser la gestion des eaux pluviales lors des opérations d'urbanisation de la ville.

Les futurs secteurs concernés par un projet d'urbanisation, devront faire l'objet de mesures pour limiter l'imperméabilisation des sols et favoriser l'infiltration à la parcelle, afin de ne pas être sources de pressions supplémentaires.

Il est néanmoins à noter que le potentiel d'urbanisation de la commune est faible, et que tout futur projet de construction n'aggraverait pas de manière très significative les problèmes d'inondation constatés ponctuellement en situation actuelle.

## 10.2 Aptitude des sols à l'assainissement non collectif

Ce chapitre concerne les habitations non desservies par un réseau d'eaux usées existant.

La reconnaissance des sols a été réalisée lors du schéma directeur d'assainissement de 2006 à l'aide d'une tarière à main sur l'ensemble de la zone urbanisée de la commune. Au total 57 sondages ont été réalisés sur 1.50 m de profondeur.

Pour compléter la démarche, 8 mesures de perméabilité ont été effectuées afin de déterminer les possibilités d'épuration et d'infiltration des unités de sols.

Ces éléments ont été repris dans le cadre de la présente étude.

L'étude des sols permet de définir leur aptitude à l'assainissement individuel à partir de trois facteurs :

- La nature des sols en place
- La perméabilité des terrains (capacité d'épuration et d'infiltration)
- L'hydromorphie, c'est-à-dire la présence d'une nappe constatée à partir des observations faites lors des sondages (trace d'oxydo-réduction, état d'engorgement du sol).

**Tous les sondages présentent des sols difficiles à la mise en place d'un dispositif d'assainissement non collectif.** L'épuration est envisageable uniquement par le biais de filières de substitution, telles que les lits filtrants drainés ou les tertres d'infiltration, en raison d'un engorgement des sols lié à la présence de nappes perchées temporaires et de nappes alluviales.

## 10.3 Contraintes de l'habitat

Une reconnaissance sur le terrain a permis de relever les contraintes de l'habitat pour la mise en place de l'assainissement non collectif (secteurs urbanisés non desservis par un réseau d'eaux usées).

Les contraintes relevées sont :

- Les contraintes de surface
- Les contraintes d'accessibilité
- Les contraintes de contre pente
- Les contraintes d'inondabilité

Les contraintes de l'habitat pour la mise en place d'un assainissement non collectif sont **moyennes à fortes au centre du bourg**.

Sur le reste de la commune les contraintes sont faibles à modérées.

Les **contraintes fortes relevées sur plus de 20% des parcelles** sont dues à la surface insuffisante de celles-ci pour la mise en place d'un ouvrage de traitement individuel.

## 10.4 Conclusion de la situation actuelle

Le village de Moiry est en partie raccordé depuis 2021 sur la station d'épuration de la commune de MARGUT.

Les ouvrages du réseau d'assainissement de Margut sont en capacité d'accepter la charge supplémentaire provenant de la commune de Moiry.

Les secteurs actuellement non desservis par un réseau d'eaux usées ont fait l'objet d'une analyse comparative visant à déterminer la meilleure solution quant-à la mise en œuvre d'un assainissement collectif ou non collectif.

Des solutions d'assainissement non collectif ont été proposées pour chacune des habitations dont le système d'assainissement a été déclaré non conforme ou inexistant (suite à la visite de contrôle du SPANC).

La majorité des sols rencontrés sont peu propices à l'infiltration et donc aux filières utilisant le sol en place pour le traitement ou l'infiltration après traitement des eaux usées (tranchées d'épandage etc.). En tenant compte des contraintes de l'habitat pour chacun des terrains concernés, la solution la mieux adaptée a été proposée et chiffrée.

Il est néanmoins précisé que chaque projet devra faire l'objet d'une étude à la parcelle afin de déterminer la filière la mieux adaptée.

De nombreuses habitations au sein du village présentent d'importantes contraintes d'espace ou d'accès en raison de la configuration historique du centre bourg.

Une grande partie de ces habitations a été raccordée au réseau d'assainissement collectif créé en 2021. La plupart des habitations du centre bourg actuellement non raccordées, et avec des contraintes de l'habitat moyennes à fortes, sont facilement raccordables car peu éloignées des réseaux déjà existants.

Pour le reste des habitations, les sols de la commune étant défavorables à l'infiltration et donc à la mise en place de technique d'assainissement non collectif, seuls les sites les plus isolées sont intéressants à placer en zones ANC.

Concernant l'urbanisation future, celle-ci est pour l'instant limitée aux dents creuses de la commune qui sont toutes situées à proximité des réseaux d'assainissement existants/projetés, des raccordements sur ces derniers seront donc possibles.

En ce qui concerne le zonage pluvial, le territoire ne présente pas d'enjeux particuliers en termes de ruissellements, mais des enjeux en termes de débordement de cours d'eau ont été identifiés.

La commune de Moiry subit régulièrement des inondations dues au débordement de la Marche mais seules des solutions à l'échelle intercommunale permettront de régler le problème.

Chaque nouveau projet d'urbanisation devra chercher à limiter l'imperméabilisation des sols et à privilégier l'infiltration des EP dans le sol en place.

En cas d'impossibilité, le rejet au réseau d'eaux pluviales, s'il existe, pourra être autorisé par la collectivité.

## 11 Solution d'assainissement retenue

### Données de départ :

Nombre d'habitations : 73 logements (2017).

Population : Elle s'élève en 2017 à 148 habitants (donnée INSEE).

Activités particulières : aucune mis à part quelques exploitations agricoles qui ne devront pas être raccordées au réseau d'eaux usées afin de ne pas perturber le fonctionnement de la station d'épuration.

Assainissement actuel : Une partie des habitations du centre bourg (rue de la Fontaine notamment) a été raccordée à la STEP de Margut via un réseau séparatif installé en fin d'année 2021. La STEP de Margut est suffisamment dimensionnée pour accueillir les eaux usées de l'ensemble des habitations de la commune de MOIRY.

Actuellement, la majorité logements non desservis de la commune sont non-conformes au regard de la réglementation.

### Nuisances et contraintes :

Impact sur le milieu naturel	Relativement fort
Problème de salubrité publique	Néant
Contraintes de l'habitat des secteurs non desservis (mis à jour suite aux travaux réalisés en 2021)	<ul style="list-style-type: none"><li>▪ Contraintes nulles à faibles : 14</li><li>▪ Contraintes moyennes : 21</li><li>▪ Contraintes fortes : 10</li></ul>
Aptitude des sols à l'assainissement autonome	Sols peu compatibles avec la mise en place d'un dispositif ANC
Exutoires actuels	Cours d'eau (La Marche) pour la majorité des points de rejet, réseau de collecte de Margut pour la partie ouest du village.

Projets d'urbanisation : La commune ne possède pas de plan d'Urbanisation à l'heure actuelle. Seules les dents creuses situées au cœur du village sont des zones urbanisables.

**Critères pris en compte pour le choix de la solution d'assainissement :**

	Critères favorables à l'assainissement non collectif	Critères favorables à l'assainissement collectif
Configuration de l'habitat existant	<p>Certaines habitations sont isolées, et éloignées du centre du village. Pour ces cas particulier les longueurs de canalisations à poser par rapport au nombre d'habitants desservis en AC entrainerait un coût de travaux disproportionné.</p> <p>Pour ces parcelles isolées du village les contraintes de l'habitat sont faibles voire inexistantes pour la mise en place d'une filière d'assainissement non collectif.</p>	<p>Une partie des habitations de la commune est déjà desservie par un réseau de collecte séparatif.</p> <p>Le réseau et la STEP de Margut vers lesquels les effluents de Moiry sont ou seront redirigés sont suffisamment dimensionnés pour collecter les eaux usées de l'ensemble des habitations de la commune.</p> <p>Les habitations du centre bourg présentes de fortes contraintes d'espace et/ou des contraintes d'accès. L'installation de techniques ANC est plus difficile et coûteuse.</p>
Aptitude du sol à l'assainissement autonome	Des solutions techniques existent pour pallier à la faible aptitude du sol à l'assainissement des eaux usées le cas échéant.	Les sols de la commune sont peu propices à l'assainissement des eaux usées sur une grande partie du territoire. Selon les techniques envisagées, des surcouts sont à prévoir.
Coût	<p>Coût des travaux d'ANC moins onéreux par rapport aux investissements nécessaires pour l'assainissement collectif dans le cas des habitations isolées.</p> <p>Coût non répercuté sur le prix du m3 d'eau.</p>	<p>Coût des travaux d'assainissement collectif moins onéreux par rapport aux investissements nécessaires pour la mise en place d'ouvrages de traitement non collectifs dans le cas des habitations du centre bourg.</p> <p>Pas d'entretien pour les particuliers.</p>

**➔ MODE D'ASSAINISSEMENT RETENU : SE RÉFÉRER À LA CARTE DE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT**



# ANNEXES

1. Délibération du conseil municipal
2. Arrêté portant décision après examen au cas par cas
3. Plan de zonage d'assainissement

# ANNEXE 1 : Délibération du conseil municipal

# ANNEXE 2 :

## Arrêté portant décision après examen au cas par cas

# ANNEXE 3 : Plan de Zonage d'assainissement